



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
Direction de l'interministérialité
et du développement durable

Bureau des procédures environnementales et foncières

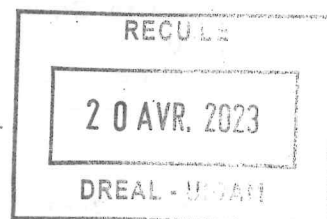
Affaire suivie par : Marie-Claire JEDRZEJCZAK

Tél. 02.41.81.81.62

marie-claire.jedrzejczak@maine-et-loire.gouv.fr

CUID / ADJ		
CAR	EC	RA
RC	EOL	ASS
CP	I	A
INSP		cn
INSP		
ASS		
REG		
GUN		

Angers, le 14 AVR. 2023



Monsieur ,

Par courrier du 03 décembre 2020, vous avez transmis un dossier de réexamen d'émissions industrielles (IED) de vos installations de fabrication d'aliments pour animaux situées au lieu-dit « Les Moulins des Landes » sur la commune de Landemont 49270 Orée-d'Anjou, en application de l'article R515-71 du Code de l'environnement. Ce dossier a été complété le 28 octobre 2022 avec un rapport de base.

Je vous informe, que le dossier de réexamen d'émissions industrielles présenté au titre de l'article R. 515-70 du Code de l'environnement, est considéré comme complet et recevable et ne nécessite pas d'actualisation, par arrêté préfectoral, des prescriptions applicables à vos installations.

Néanmoins, sur la base de l'examen réalisé par l'inspection des installations classées, certains points doivent être portés à votre connaissance.

A partir du 4 décembre 2023, l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD), vous sera opposable. Cet arrêté est applicable à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

S'agissant des rejets d'eaux industrielles résiduaires, qui proviennent des installations connexes (eaux de purge de la chaudière et eaux provenant de l'aire de nettoyage des véhicules et de l'aire de station chargement vrac), je vous rappelle qu'ils ne sont pas concernés par les NEA-MTD associés aux meilleures techniques disponibles relatives aux installations relevant de la rubrique 3642, néanmoins ils sont réglementés (surveillance et VLE) par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2013 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Conformément aux articles L. 514-4 et suivants du Code de l'environnement, je vous informe que **les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôle.**

Par ailleurs, je vous rappelle les obligations réglementaires qui vous incombent. A savoir :

– en application de l'article R. 181-46-II du Code de l'environnement en vigueur, vous voudrez bien porter à ma connaissance les modifications apportées aux installations du site depuis la dernière mise à jour administrative actée en 2013, avec tous les éléments d'appréciation,

- en application de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement en vigueur, notifier à mes services la date d'arrêt des installations classées au titre des anciennes rubriques 1131 et 1432 et les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité des installations (justificatif de retrait de cuves ou rapport d'inertage des cuves par un solide inerte, diagnostic de l'état des milieux, etc.),

Aussi, j'attire votre attention sur le rapport de base qui constituera un point de comparaison de l'état des sols et eaux souterraines entre la date de sa rédaction et le moment de la mise à l'arrêt définitif des installations IED. Il a donc un intérêt direct à produire un rapport base de qualité compte tenu des obligations de réhabilitation qui pourront être requises à la cessation d'activité. Or, le rapport de base qui a été transmis ne recense que les substances dangereuses pertinentes utilisées / produites / rejetées et susceptibles de générer un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le périmètre IED. Aucune investigation n'a été réalisée dans les sols et dans la nappe souterraine au droit du site pour établir un état des lieux représentatif.

Enfin, sur la base des éléments fournis, il est donc considéré que l'état de pollution du site est le suivant : **absence de pollution dans les sols et les eaux souterraines.**

Tels sont les éléments d'informations que je souhaite porter à votre connaissance.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef du bureau



Sébastien TOURAINE

Société NUTREA NUTRITION ANIMALE
Le Moulin des Landes
Landemont
49270 ORÉE D'ANJOU

copie : DREAL/Uidam
Sous-préfet de Cholet